

Monsieur le Président,

La CGT Finances Publiques réaffirme son refus du projet de loi de transformation de la Fonction Publique en cours, qui cherche à anéantir les fondements même du Statut.

Par ailleurs, nous sommes tous mobilisés pour la défense des libertés syndicales et contre toutes les violences, notamment policières et judiciaires qui s'intensifient contre les militants syndicaux, la jeunesse, et plus largement tous les citoyens mobilisés.

Nous combattons toute tentative d'intimidation et de sanction à l'encontre des agents de la DGFIP mobilisés, à l'exemple de la Haute Garonne.

La CGT défend d'abord les droits des agents. Elle n'a pas pour rôle d'accompagner la destruction de nos emplois et de nos missions.

Alors qu'au même moment, la CGT Finances Publiques était réunie en Congrès, le feu vert venait d'être donné aux directeurs locaux pour dévoiler leurs déclinaisons du plan Darmanin de liquidation du réseau DGFIP.

Ce plan, c'est la mobilité forcée et les détachements d'office. C'est le démantèlement du réseau.

Un petit mot également sur la technique de l'enfumage qui semble parfaitement maîtrisée. Les cartes « avant » et « après » en sont le parfait exemple. En effet, le nombre de points de contact augmente de 10 par rapport à la situation actuelle, tout en se gardant bien de préciser les modalités de fonctionnement de ces accueils. Ils ne seront en aucun cas à la hauteur de ce qui existait auparavant dans certains lieux qui d'ailleurs, rappelons-le, ont vu fermer leur trésorerie, il n'y a pas si longtemps.

Les cartes n'indiquent pas non plus le volume des suppressions d'emplois, est-ce que le Président a des informations à nous donner sur ce sujet ?

Nous exigeons du ministre Darmanin qu'il retire son plan et qu'il ouvre des négociations sur nos revendications :

- Consolidation et réimplantation de services de proximité de pleine compétence
- Arrêt des suppressions d'emplois, pour des embauches statutaires à la hauteur de l'ensemble de nos missions
- Non aux externalisations et au démembrement de la DGFIP
- Défense et amélioration de nos statuts, de nos droits et garanties
- Augmentation de nos rémunérations
- Abandon de la Rifseep

Nous appelons tous les agents à se réunir et à prendre toutes les décisions utiles. La CGT prendra toutes ses responsabilités pour construire la mobilisation qui fera échec à ces projets destructeurs.

---

Vannes, le 11 juin 2019